

BIENS ET SERVICES DANS LES PAYS DE L'OCDE

Derek Blades

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	174
I. Part des activités de biens et de services dans le PIB	175
II. Taux de croissance à long terme de la valeur ajoutée dans les services	181
III. Part des activités de biens et de services dans l'emploi total	189
IV. La croissance à long terme de l'emploi dans les services	193
V. Productivité du travail	196
Résumé	199
Bibliographie	202



L'auteur est Administrateur principal à la Division des statistiques économiques et des comptes nationaux du Département des affaires économiques et statistiques.

INTRODUCTION

L'affirmation selon laquelle les pays de l'OCDE sont en train de devenir des économies de services est fréquemment reprise par les médias. La vision qu'elle évoque – qui est celle d'un remplacement des aciéries et des usines de construction automobile par des comptoirs de restauration rapide et des salles de jeux-vidéo – ne peut qu'apparaître préoccupante pour les décideurs politiques et l'opinion publique en général. Le présent article s'efforce d'évaluer la place des services dans les économies de l'OCDE. Pour ce faire, on utilisera les banques de données des comptes nationaux de l'OCDE qui contiennent des statistiques comparables concernant les pays Membres et qui couvrent une période s'étendant, pour la plupart de ces pays, sur plus de vingt ans.

On examinera, dans une première section, l'importance relative des activités de biens et de services en termes de contribution au PIB. La section II est consacrée à une analyse de la croissance de la valeur ajoutée, à prix constants, dans ces activités depuis le début des années 60 : du fait des problèmes particuliers que pose la mesure de la valeur ajoutée des activités de services à prix constant, cette section passe en revue tout d'abord les méthodes couramment utilisées pour effectuer cette mesure. Les sections III et IV reprennent la même analyse en ce qui concerne la productivité du travail. L'article se termine par un résumé des principaux résultats obtenus.

L'ensemble des tableaux ci-après sont tirés des statistiques des comptes nationaux de l'OCDE établies conformément au Système de Comptabilité Nationale Nations Unies-OCDE. Ces données figurent dans la publication annuelle de l'OCDE intitulée *Comptes Nationaux : volume 2. Tableaux détaillés*. Le cas échéant, les deux dernières lignes de chaque tableau indiquent les moyennes et les écarts types des statistiques des pays. Les moyennes sont des moyennes arithmétiques non pondérées ; les moyennes et les écarts types ne sont pas indiqués lorsque le nombre de données est inférieur à cinq.

I. PART DES ACTIVITÉS DE BIENS ET DE SERVICES DANS LE PIB

Les tableaux 1 et 2 retracent les informations disponibles pour les pays de l'OCDE en ce qui concerne la ventilation du PIB selon les types d'activités ; ces données correspondent à des moyennes pour la période 1980-1984. Le tableau 1 indique la composition de la valeur ajoutée par activités définies au niveau des rubriques à 1 chiffre de la classification internationale type par industrie (CITI), tandis que le tableau 2 fournit une information plus détaillée sur la contribution de divers ((services marchands», c'est-à-dire sur ceux produits par des entreprises du secteur productif. Les deux tableaux indiquent la valeur ajoutée de chaque activité en pourcentage de la « valeur ajoutée totale au coût des facteurs », notion qui diffère de celle du PIB parce qu'elle inclut la production imputée des services bancaires et exclut les impôts indirects nets ; il convient donc de déduire la première et d'ajouter les seconds pour obtenir le PIB au prix du marché. En utilisant la valeur ajoutée totale comme dénominateur, l'addition des pourcentages relatifs à l'ensemble des activités de biens et services donne 100 pour cent, alors que si l'on utilisait le PIB il existerait certaines divergences (généralement faibles) par rapport au chiffre 100 pour la plupart des pays.

Le tableau 1 montre que *l'industrie manufacturière* constitue le principal secteur d'activité dans tous les pays à l'exception de la Norvège, où les activités *extractives* – principalement le pétrole de la mer du Nord – ont apporté une contribution légèrement supérieure à la valeur ajoutée totale. Viennent ensuite trois activités de services – *commerce, hôtellerie et restauration, services financiers et services fournis aux entreprises et Administrations* – dont la part est égale en moyenne de 14 à 15 pour cent du total et qui, avec les industries manufacturières, représentent les deux tiers de la valeur ajoutée totale. *Les transports et communications, les services fournis à la collectivité, services sociaux et services personnels, l'agriculture et le bâtiment et les travaux publics* contribuent pour environ 7 pour cent chacun à la valeur ajoutée totale, tandis que *les industries extractives et les services publics* ne représentent qu'environ 3 pour cent chacun de cette dernière.

A première vue, le tableau 1 confirme que les pays de l'OCDE constituent des « économies de services », en ce sens que l'essentiel de la valeur ajoutée provient des activités de services telles qu'elles sont définies dans ce tableau. Les moyennes non pondérées pour les 22 pays sont respectivement de 57 pour cent pour les ((services)) et de 43 pour cent pour les « biens », la Turquie étant le seul pays où la production de biens représente plus de la moitié de la valeur ajoutée totale. Ces chiffres peuvent cependant être considérés comme trompeurs sous un angle

	BIENS							SERVICES								
	Biens transportables						Bâtiment travaux publics	Total	Services marchands					Services non marchands		
	Total	Agriculture, pêche, forêts	Industries extractives	Industries manufac- tureres	Electricité, gaz et eau	Total			Commerce de gros, détail, hôtellerie etc	Transports et commu- nication	Services financiers, affaires immobilières, services fournis aux entreprises	Services collectifs, sociaux et personnels	Total	Adminis- trations publiques	Organismes privés à but non lucratif	
Canada	38	33	4	6	19	4	6	62	42	..	8	13	..	20	17	2
Etats-Unis	35	31	2	4	22	3	4	65	53	17	6	21	8	13	13	..
Japon	43	35	3	*	28	3	8	57	47	..	6	14	..	10	8	2
Australie	39	33	5	6	16	3	6	..	58	..	7	21	..	..	..	..
Nouvelle-Zélande	41	36	9	1	23	3	5	59	46	21	8	14	3	13	12	1
Autriche	44	36	4	1	29	3	8	56	41	17	6	14	3	15	14	1
Belgique	36	29	2	1	23	3	6	64	49	..	8	13	..	15	14	1
Danemark	34	27	6	1	19	1	6	66	43	14	8	16	5	24	23	1
Finlande	46	38	9	*	26	3	8	54	37	11	8	14	4	17	15	2
France	41	34	4	1	27	2	7	59	45	13	6	18	9	14	13	1
Allemagne	45	39	2	1	33	3	6	55	41	11	6	..	..	14	12	2
Grèce	48	40	18	2	19	2	7	52	42	13	8	..	..	10	10	..
Italie	46	38	6	..	28	..	8	54	40	15	6	..	..	14	13	1
Luxembourg	39	33	3	..	27	..	7	61	48	16	5	12	14	13	12	1
Pays-Sas	39	32	4	7	18	2	7	61	47	13	6	15	12	15	14	1
Norvège	46	39	4	17	15	4	7	54	40	14	10	12	5	14	14	..
Portugal	48	40	10	1	28	2	7	53	41	21	5	8	..	12	11	1
Espagne	47	39	9	2	26	2	8	53	43	17	7	9	10	10	9	1
Suède	39	31	4	*	24	3	8	61	36	12	7	13	4	26	25	1
Turquie	53	49	20	2	24	2	4	47	39	16	10	7	6	8	8	..
Royaume-Uni	42	36	2	7	24	3	6	58	42	12	7	18	5	16	15	1
Moyenne	43	36	6	3	24	3	7	57	44	15	7	14	7	15	14	1
Ecart type	5	5	5	4	4	1	1	5	5	3	1	4	4	4	4	*

* Inférieur à 0.5

Tableau 2. Part dans la valeur ajoutée totale des activités de services (ventilation détaillée) : moyenne 1980-1984

En pourcentage

	Commerce de gros et de détail, hôtellerie, restauration		Transports, stockage and communications		Banques, assurances, affaires immobilières et services fournis aux entreprises		Services fournis à la collectivité, Services sociaux et services personnels										
	Commerce de gros et de détail	Hôtellerie, restauration	ransports	Communi-cations	Institutions financières	Assu-rances	Affaires immobilières et services fournis aux entreprises				Services anitaires assimilé	Services sociaux et services connexes fournis à la collectivité				Services créatifs et Services culturels annexes	Services fournis aux particuliers et aux ménages
							Total	Immobilier non résidentiel	Logements	Services fournis aux entreprises		Total	Enseigne-ment	Santé	Autres		
Canada	11	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Etats-Unis	16	1	4	3	3	2	17	8	9	..	..	6	1	4	1	1	2
Japon	15	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Australie	15	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Zélande	..	..	5	3	..	3	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Autriche	14	4	4	2	5	1	8	5	2	..	2	..	..	..	1	1	..
Danemark	13	1	7	1	2	*	13	9	4	..	1	*	1	..	1	3	..
Finlande	10	2	6	2	4	..	11	4	6	..	*	1	*	..	1	2	..
France	10	2	4	1	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Allemagne	10	1	4	2	4	1	6	..	..	..	..	..	2	..	..	..	..
Grèce	13	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Islande	10	1	6	1	4	*	9	..	..	..	..	1	..	..	..	1	3
Italie	13	3	5	1	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Luxembourg	14	2	3	2	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	12	2	5	2	4	1	10	..	..	..	6	..	..	..	1	5	..
Norvège	13	1	7	2	4	*	8	1	4	4	*	2	*	1	*	1	2
Portugal	18	3	4	2	5	1	2	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Espagne	13	4	5	1	4	1	..	..	..	..	3	1	2	..	..	..	..
Suède	11	1	5	2	..	1	13	1	9	3	1	1	..	*	..	1	1
Turquie	16	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Moyenne	13	2	5	2	4	1	10	9	..	..	3	1	2	..	1	2	..
Ecart type	2	1	1	1	1	1	4	4	..	..	2	*	1	..	0	1	..

* Moins de 0.5.

.. Information non disponible.

important. En effet, dans le tableau 1 les « services » sont définis de manière très large, couvrant l'ensemble des activités des rubriques 6 à 9 de la CITI, et regroupant les Administrations et les organismes à but non lucratif avec les services privés. Une autre ventilation qui correspondrait sans doute davantage à l'acceptation commune consisterait à distinguer trois types d'activités, les « biens », les « services » et les « Administrations » ou, selon la terminologie du tableau 1, **les biens, /es services marchands, et les services non marchands.**

Si l'on met de côté ces derniers services – à savoir les Administrations et les organismes à but non lucratif, lesquels sont négligeables du point de vue quantitatif – le tableau 1 montre qu'en moyenne les biens et les services (marchands) contribuent à parts à peu près égales à la valeur ajoutée totale – respectivement 43 et 44 pour cent. La part des activités concernant les biens était en fait supérieure à celle des activités de services dans douze pays, tandis qu'aux Pays-Bas et au Royaume-Uni la part des deux secteurs était sensiblement égale. Peuvent être rangés sans contestation parmi les économies de services, selon cette définition plus étroite, huit pays seulement : le Canada, les Etats-Unis, le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Danemark, la France et le Luxembourg.

Ce qui frappe le plus dans le tableau 2, qui indique les informations les plus détaillées disponibles sur les services marchands, c'est le nombre de lacunes dans les données. A la décharge des statisticiens, il faut noter cependant que les cases vides correspondent généralement à des activités qui sont relativement peu significatives sur le plan quantitatif. L'absence de données ne signifie évidemment pas que les activités en cause ne font l'objet d'aucune estimation, mais plutôt que ces estimations sont considérées par les statisticiens comme trop peu fiables pour faire l'objet d'une publication au niveau de chaque rubrique, des chiffres n'étant fournis qu'à un niveau d'agrégation plus élevé – généralement celui de la rubrique à 1 chiffre de la CITI utilisée dans le tableau 1.

Les deux activités les plus importantes au sein des services marchands sont **le commerce de gros et de détail et les affaires immobilières et services fournis aux entreprises.** Ces activités représentent, en moyenne, 23 pour cent de la valeur ajoutée totale, soit plus de la moitié du total de la valeur ajoutée des services marchands. Viennent ensuite **les transports**, suivis par **les institutions financières et les services sociaux et les services fournis à la collectivité.** Les autres activités de services – **hôtellerie et restauration, communications, assurances, services récréatifs et culturels et services personnels et domestiques** sont d'importance négligeable d'un point de vue quantitatif, leur contribution à la valeur ajoutée ne dépassant pas 1 à 2 pour cent du total.

Les « services » constituent un ensemble d'activités hétérogènes qui défient la plupart des tentatives de classification. On propose ci-après une classification simpliste mais on l'espère révélatrice entre les services « directement liés à la production de biens » et les services « indépendants ». Les termes « directement liés » indiquent que les activités de services constituent un *ingrédient nécessaire* du processus de production de biens. Beaucoup de ces prestations étaient et sont encore assurées par les producteurs de biens eux-mêmes. En fait, c'est seulement lorsqu'elles sont assurées par des prestations spécialisées qu'elles sont enregistrées en tant qu'activités de services. Lorsque ces services sont produits au sein d'un établissement producteur de biens, leur valeur ajoutée est incluse dans la production de biens elle-même.

On a souvent noté que le « déclin » des industries manufacturières, mesuré par la réduction de leur part dans le total de leur valeur ajoutée, était dû en partie au fait que certains services auparavant assurés au sein de l'entreprise – tels que la sécurité, le nettoyage, l'embauche de personnel et le traitement de données – ont été confiés à des prestataires de services spécialisés extérieurs à l'entreprise. La valeur ajoutée de ces activités, lorsqu'elles sont exercées par des entreprises spécialisées, gonfle la contribution enregistrée des services à la valeur ajoutée totale et diminue celle des industries manufacturières qui auparavant se rendaient ces services à elles-mêmes. Le déclin apparent de la production de « biens » et de l'emploi dans ce secteur et la progression concomitante des « services » ne seraient dus dans ces conditions qu'à une illusion statistique qui reflète un simple accroissement de la spécialisation plutôt qu'une modification fondamentale de la structure des activités productrices.

Cet argument est certes fondé, mais il serait erroné de considérer que la tendance ainsi décrite est nouvelle et n'a affecté l'interprétation des données des comptes nationaux que dans le passé récent. La spécialisation constitue une caractéristique fondamentale du développement économique ; il y a un siècle, il était courant que les agriculteurs et les industriels transportent leur produits sur les marchés, et les vendent eux-mêmes aux consommateurs finaux, qu'ils assurent leur financement en capital et qu'ils exécutent eux-mêmes les tâches de services auxiliaires telles que le nettoyage, la sécurité et le traitement de données. Ces tâches ont été progressivement prises en charge par des entreprises spécialisées dans le domaine du commerce de gros et de détail, du transport, de la finance, de l'immobilier et des services fournis aux entreprises.

Si l'on met à part les services qui sont directement liés à la production de biens, c'est-à-dire ceux qui constituent un complément indispensable de la production, il reste un ensemble de services qui sont qualifiés ici d'« indépendants ». Il s'agit de

services acquis par les ménages en qualité de consommateurs finaux. Les services « indépendants » peuvent évidemment comporter la consommation de biens ; les repas servis dans les restaurants sont essentiellement à base de produits de l'agriculture ou de la pêche, et de nombreux services récréatifs supposent l'utilisation de produits manufacturés tels que les raquettes et les balles. Mais il est clair que leur lien avec le secteur producteur de biens est d'une autre nature que celui de services « directement liés à la production »¹.

La ventilation des services entre ces deux catégories – « liés directement à la production de biens » et « indépendants » – ne peut être opérée que de manière approximative par le recours à la classification CITI dans le tableau 2, par exemple, parce que cette classification ne distingue pas les services financiers fournis aux producteurs de biens d'une part de ceux fournis aux ménages ou aux producteurs de services « indépendants » d'autre part. Par ailleurs, aucune ventilation n'est opérée entre les transports de marchandises et les transports de voyageurs ni, au sein de ces derniers, entre déplacements « professionnels » et « touristiques ». On a été

Tableau 3. **Part moyenne des services marchands dans la valeur ajoutée totale ventilée en ((services directement liés à la production de biens) et ((services indépendants) En pourcentage**

Activités de service	Services directement liés à la production de biens	Services indépendants	Total
Commerce de gros et de détail	13	0	13
Hôtellerie, restauration ^a	1/2	1 1/2	2
Transports ^b	2 1/2	2 1/2	5
Communications ^c	1	1	2
Institutions financières ^c	2	2	4
Assurances ^c	1/2	1/2	1
Immobilier non résidentiel ^d	3	0	} 9
Logement ^d	0	6	
Services fournis aux entreprises	3	0	3
Services fournis à la collectivité et services sociaux	0	3	3
Services récréatifs et culturels	0	1	1
Services fournis aux particuliers et aux ménages	0	2	2
Total	25 1/2	19 1/2	45

a) On a supposé que les dépenses d'hôtellerie et de restauration correspondaient pour les 3/4 à des dépenses de loisir des ménages et pour le 1/4 restant à des frais de réception des entreprises

b) On ne dispose pas d'information sur les parts relatives des transports de voyageurs et de marchandises. Le transport routier est supposé correspondre essentiellement au transport de marchandises, le transport aérien au transport de voyageurs et les autres modes de transport par moitié au transport de voyageur et au transport de marchandises.

c) Ventilées de manière arbitraire selon une clé 50/50 en l'absence d'autre information.

d) Les données partielles du tableau 2 suggèrent que le logement (y compris la « propriété du logement ») constitue généralement l'essentiel de l'immobilier total.

Source La colonne « total » reproduit les moyennes (non pondérées) figurant au bas du tableau 2

amené à effectuer certaines répartitions arbitraires (généralement à 50/50) pour établir le tableau 3, qui indique la contribution moyenne des activités de services en pourcentage du total de la valeur ajoutée, en distinguant les services ((directement liés à la production de marchandises) et les services « indépendants». Les notes en bas de page précisent les hypothèses retenues pour la séparation des activités de services de caractère mixte qui ne peuvent faire l'objet d'une répartition certaine entre les deux catégories.

Le tableau 3 indique que les activités de services sont en majorité liées directement à la production de biens, puisque la contribution de ces dernières activités à la valeur ajoutée totale est de 25 pour cent contre 20 pour cent pour les activités de services « indépendantes». Compte tenu de la manière arbitraire dont plusieurs activités de services ont dû être divisées entre les deux catégories, la conclusion la plus sûre serait probablement de considérer qu'environ la moitié des services marchands sont directement liés à la production de biens. Le tableau 1 indiquait que les industries productrices de biens représentaient environ 43 pour cent de la valeur ajoutée totale, et que si l'on ajoutait à ce chiffre la valeur ajoutée correspondant aux services ((directement liés), il apparaissait que la production de biens était – directement ou indirectement – à l'origine des deux tiers environ du PIB. Ainsi, loin de constituer des économies de services, les économies de l'OCDE demeurent solidement ancrées dans la production de biens.

II. TAUX DE CROISSANCE A LONG TERME DE LA VALEUR AJOUTÉE DANS LES SERVICES

Le chiffrage de la valeur ajoutée réelle des activités de services est généralement considéré comme moins fiable que celui de la valeur ajoutée des industries de production de biens. Ceci tient au fait que les organismes statistiques ont traditionnellement accordé davantage d'attention aux statistiques relatives à la production de biens, si bien que les statistiques en matière de services sont demeurées à un stade de moindre développement ; par ailleurs, la définition de la production de certains types de services – et tout particulièrement de ceux fournis par les administrations – pose certaines difficultés conceptuelles. La Division des statistiques économiques et des comptes nationaux de l'OCDE a effectué récemment une enquête sur les méthodes utilisées par les pays Membres pour l'estimation de la valeur ajoutée à prix constant des activités de services. Avant d'examiner l'évolution à long terme de la valeur ajoutée dans les services, il est utile de résumer les principaux résultats et conclusions de cette enquête.

La formule de la «double déflation» est généralement admise comme étant la méthode adéquate d'estimation de la valeur ajoutée à prix constant. Cette méthode implique la réévaluation des consommations intermédiaires et de la production brute aux prix d'une année de base donnée, la valeur ajoutée à prix constant étant obtenue par soustraction du premier élément du second, c'est-à-dire selon le même procédé que celui utilisé pour calculer la valeur ajoutée nominale. Toutefois, si la méthode de la double déflation représente la procédure correcte en théorie, il convient de noter que l'on peut avoir des doutes légitimes quant aux résultats obtenus par cette méthode telle qu'elle est appliquée en pratique.

Le principal problème posé à cet égard tient au fait que, dans beaucoup de pays, on ne dispose que d'informations relativement limitées sur la composition des consommations intermédiaires. Il est fréquent que la collecte de statistiques détaillées concernant ces dernières ne soit opérée que tous les cinq ou dix ans lors de la compilation de matrices d'entrées-sorties ou d'autres tableaux de référence. Dans ce cas, il est généralement nécessaire de faire l'hypothèse que la structure de la consommation intermédiaire ne se modifie pas au cours des années se situant entre les enquêtes détaillées, mais cette hypothèse est risquée dès lors que les modifications des prix relatifs vont généralement entraîner des phénomènes de substitution. Lorsque les producteurs substituent des intrants moins coûteux à d'autres intrants plus onéreux, l'hypothèse de stabilité de la structure de la consommation intermédiaire va conduire à surestimer la valeur des consommations intermédiaires à prix constants et donc à sous-estimer la valeur ajoutée réelle.

Le procédé de la double déflation est utilisé de manière très large pour les services marchands par sept pays – l'Allemagne, le Canada, le Danemark, la France, le Japon, la Norvège et les Pays-Bas. Les autres pays ont principalement recours à des méthodes à « indicateur unique » pour estimer la valeur ajoutée à prix constants dans les services. Deux méthodes à « indicateur unique » qui sont largement utilisées pour les services marchands sont celles de la déflation de la valeur ajoutée courante par un indice de prix se rapportant à la production brute, et celle de l'extrapolation de la valeur ajoutée de l'année de base par l'utilisation d'un indice de volume de la production brute. Une large majorité des quinze pays qui n'utilisent pas la méthode de la double déflation font appel à l'une ou l'autre de ces méthodes à indicateur unique pour les services suivants : commerce de gros et de détail, hôtellerie et restauration, transports, communications, services récréatifs, services culturels, services personnels et domestiques.

Les méthodes à indicateur unique posent au moins deux problèmes. Le premier est qu'elles supposent que les prix et les volumes des consommations intermédiaires évoluent de la même manière que ceux de la production brute. Le second

problème – qui se pose également dans le cas de la méthode de double déflation – tient aux difficultés que présente l'évaluation des modifications qualitatives affectant les services produits. Les améliorations de qualité doivent être traitées comme des augmentations du volume produit et les dégradations comme des diminutions en volume, mais il est clair que beaucoup, sinon la plupart, des indicateurs utilisés pour mesurer le volume de la production de services n'appréhendent pas correctement les modifications qualitatives. On peut illustrer ce problème par quelques exemples. Dans le cas du commerce de gros et de détail, la plupart des pays mesurent l'évolution de la production en volume par référence à la quantité de marchandises négociées. Toutefois, au cours des vingt dernières années, on a observé dans la plupart des pays de l'OCDE une tendance à la relocalisation des commerces dans des centres commerciaux situés à la périphérie des villes. Les commodités offertes par la disposition de parkings gratuits, l'allongement des heures d'ouverture et un environnement moins encombré représentent une amélioration réelle de la qualité des services fournis par le commerce de détail, qui n'est pas reflétée dans une mesure de la production fondée seulement sur le volume des marchandises vendues. De même, dans le transport de voyageurs, l'introduction de systèmes de réservation informatisés a sensiblement réduit les délais et simplifié le processus de réservation des places dans les trains et les avions. Cette amélioration évidente de la qualité des services de transport ne sera pas reflétée dans la mesure de la production des services de transport si, comme cela est presque toujours le cas, la valeur ajoutée réelle de ces services est mesurée par référence aux kilomètres par passager.

Certes, tous les changements qualitatifs ne peuvent être considérés comme des améliorations. Lorsque l'on prend comme référence le nombre de lettres et de paquets distribués pour extrapoler la valeur ajoutée des services postaux de l'année de base, l'estimation de volume qui en résulte va surestimer la production réelle si, comme cela a pu être le cas dans plusieurs pays, la fiabilité et les délais de transport du courrier se sont détériorés. L'hypothèse la plus plausible est toutefois que la qualité des services a, dans l'ensemble, tendu à s'améliorer au cours de vingt dernières années et que beaucoup de ces améliorations n'ont pas été reflétées de manière adéquate sous forme d'accroissements quantitatifs dans les évaluations en volume enregistrées dans les comptes nationaux.

Malgré certaines difficultés d'application, les méthodes de la double déflation et de l'indicateur unique décrites ci-dessus peuvent être considérées comme acceptables d'un point de vue théorique. Un autre type beaucoup moins acceptable de méthode fondée sur un indicateur unique est utilisée de manière quasi universelle pour les services fournis par /es **Administrations**. Elle est également utilisée assez

largement pour **les services financiers, les services immobiliers et les services rendus aux entreprises**, et **les services sociaux et les services rendus à la collectivité**. Cette méthode consiste à extrapoler la valeur ajoutée de l'année de base en utilisant un indice du nombre d'employés. Le problème que pose cette méthode est que cet indice ne tient pas compte de manière adéquate de l'évolution de la productivité du travail. Pour **les services fournis par les Administrations**, tous les pays tiennent compte d'une source potentielle d'évolution de la productivité, à savoir les modifications de la composition des effectifs en termes de qualification. Quatre pays, l'Allemagne, la Belgique, l'Italie et le Luxembourg, opèrent une correction supplémentaire en appliquant un coefficient théorique d'accroissement de la productivité. Si l'on admet l'hypothèse que la productivité du travail dans les Administrations a progressé au cours des vingt dernières années en raison de facteurs tels que l'introduction de la bureautique et de l'informatique ou le progrès de techniques de gestion, les estimations de la croissance de la valeur ajoutée réelle dans les services rendus par les Administrations seront sous-estimées pour la plupart des pays. On peut également retenir l'hypothèse que la productivité du travail a diminué dans les Administrations mais cette position apparaît, dans l'ensemble, moins fondée.

En ce qui concerne **les services marchands**, dont la valeur ajoutée à prix constants est estimée par l'utilisation d'indices de l'emploi, cinq pays procèdent à des ajustements au titre de la productivité de 1 ou 2 pour cent par an. Il s'agit de l'Allemagne, de l'Autriche, des Pays-Bas, du Royaume-Uni et de la Suède.

Il est clair, à partir des développements qui précèdent, que la mesure de la productivité dans les activités de services pose des problèmes particuliers. Ces problèmes tiennent, pour l'essentiel, à la négligence traditionnelle des statisticiens vis-à-vis d'activités qui ne se traduisent pas par la production de biens ; dans la plupart des pays de l'OCDE, les données de base disponibles sur les consommations intermédiaires des activités de services ou sur les différentes qualités et catégories de services fournis sont relativement limitées. En l'absence d'informations adéquates, les statisticiens s'en remettent inévitablement à des hypothèses simplistes telles que la stabilité de la composition des consommations intermédiaires, de la qualité de la production et de la productivité du travail. On peut soutenir sans risque d'erreur que ces trois hypothèses réunies vont tendre à produire un biais conduisant à sous-estimer la croissance de la valeur ajoutée à prix constants. Ce phénomène ne doit pas être perdu de vue lorsque l'on considérera les résultats décrits dans la suite de la présente section.

Dans les tableaux 4 et 5 ci-après, les taux de croissance de la valeur ajoutée réelle sont divisés par le taux de croissance du PIB total, c'est-à-dire qu'ils sont exprimés sous forme d'« élasticités par rapport au PIB ». Une valeur égale à l'unité

signifie que la valeur ajoutée réelle d'une activité donnée a progressé au même rythme que le **PIB** dans son ensemble ; des valeurs inférieures ou supérieures à l'unité indiquent, respectivement, des taux de croissance inférieurs ou supérieurs à celui du **PIB**.

L'établissement d'une relation entre le taux de progression de chaque type d'activité et celui du **PIB** facilite les comparaisons entre les pays qui ont connu des taux de croissance très différents au cours de la période considérée – par exemple le Japon et le Royaume-Uni. Il aide aussi à corriger le fait que les données se réfèrent à des périodes différentes caractérisées par des mouvements cycliques différents et correspondant à divers rythmes de croissance sous-jacents – telles que la période de forte croissance en volume des années 60 et la période de forte inflation des années 70. Les périodes exactes couvertes pour chaque pays sont indiquées dans le tableau 4 ; la période couverte est supérieure à vingt ans pour quatorze pays et à treize ans pour cinq autres pays. Toutefois, pour la Nouvelle-Zélande, les données ne couvrent qu'une période de cinq ans. Ce pays est inclus dans les tableaux ci-après parce qu'il publie des estimations de la valeur ajoutée à prix courants et à prix constants pour des catégories détaillées d'activités ; toutefois, étant donné la durée limitée de la période couverte par les données, ces dernières ne peuvent être comparées de manière adéquate avec celles des dix-neuf autres pays.

En ce qui concerne les deux catégories de base, à savoir les biens et les services, le tableau 4 indique que la croissance de la valeur ajoutée réelle dans l'ensemble des activités productrices de biens a été inférieure à celle du **PIB** total, tandis que l'évolution inverse est observée pour le total des activités de services – les moyennes arithmétiques des élasticités observées pour les vingt pays étant respectivement de 0.89 et de 1.15, la différence réelle pouvant très bien être plus importante compte tenu du problème d'évaluation mentionné ci-dessus. Ces chiffres globaux dissimulent cependant certaines différences importantes non seulement entre pays mais aussi entre les divers types d'activités à l'intérieur des deux grands secteurs. Au sein du secteur producteur de biens, la croissance de la valeur ajoutée réelle du **bâtiment et des travaux publics** a été particulièrement faible. Si l'on exclut cette branche d'activité, le taux de croissance des branches productrices de biens « transportables » a été à peu près égal en moyenne à celui du **PIB** dans son ensemble. Dans le secteur des services, la valeur ajoutée réelle des **services non marchands** a progressé en moyenne au même rythme que le **PIB** total, tandis que le taux de croissance a été plus faible dans les branches du **commerce de gros et de détail**, et de **l'hôtellerie et de la restauration**.

Les écarts entre pays qui apparaissent au tableau 4 méritent certains commentaires. L'élasticité du taux de croissance de **l'agriculture** est sensiblement supérieure au Royaume-Uni à ce qu'elle est dans les autres pays européens, du fait

Tableau 4. Taux de croissance annuels de la valeur ajoutée à prix constant comparés à la croissance du PIB : biens et services
En pourcentage

185

	BIENS							SERVICES							Période couverte		
	Total	Biens transposables					Bâtiment travaux publics	Total	Services marchands				Services non marchands				
		Agriculture, pêche, forêts	Industries extractives	Industries manufacturières	Electricité gaz et eau	Commerce de gros, détail, hôtellerie, etc			Transports et communication	Services financiers affaires immobilières services fournis aux entreprises	Services collectifs sociaux & personnels	Total	Administratives publiques	Organismes à but non lucratif			
Canada	0.81	0.93	0.62	0.61	0.96	1.55	0.62	1.06	1.17	..	1.29	1.29	..	0.79	0.79	0.80	1960-83
Etats-Unis	0.81	0.90	0.22	0.65	1.01	1.27	0.13	1.13	1.26	1.16	1.29	1.49	1.06	..	0.68	..	1960-83
Japon	1.10	1.13	0.07	0.42	1.56	0.94	0.43	0.98	1.08	..	1.03	1.06	..	0.68	0.61	1.26	1960-83
Australie	0.65	0.74	1.04	1.41	0.25	1.89	0.07	..	1.23	..	1.74	1.35	..	..	..	..	1962-83
Nouvelle-Zélande	1.24	1.59	2.23	-1.11	1.32	2.44	-1.16	0.75	0.76	0.00	1.71	1.35	1.24	0.69	0.82	-0.96	1977-82
Autriche	0.95	0.97	0.46	-0.02	1.07	1.40	0.94	1.06	1.48	1.11	1.32	1.55	0.97	0.73	0.79	-0.02	1960-83
Belgique	0.94	1.09	0.16	-0.93	1.19	1.49	1.00	1.06	1.06	..	0.74	1.20	1.11	1.05	1.23	-0.15	1960-83
Danemark	0.72	1.12	0.57	6.79	1.18	1.68	-0.52	1.29	1.00	0.83	0.40	1.72	0.64	1.91	2.08	-0.96	1966-83
Finlande	0.85	0.90	0.12	1.03	1.26	1.55	0.62	1.11	1.15	1.05	1.10	1.35	0.90	1.02	1.20	0.19	1960-83
France	0.98	1.02	0.35	-1.01	0.95	2.05	0.82	1.08	1.15	0.93	1.22	1.39	1.10	0.61	0.63	0.27	1960-83
Allemagne	0.88	0.94	0.51	-0.66	1.01	1.88	0.50	1.17	1.24	0.91	1.30	..	..	0.99	1.09	0.50	1960-83
Grèce	0.94	1.00	0.53	1.08	1.27	2.08	0.54	1.09	1.09	..	1.36	1.09	..	..	0.92	..	1960-83
Italie	0.95	1.05	0.50	..	1.12	..	-0.09	1.01	1.13	1.24	1.24	..	..	0.67	0.68	0.32	1960-83
Luxembourg	0.35	0.27	0.24	..	0.48	..	0.78	2.63	3.04	2.15	1.88	6.12	1.69	1.21	1.19	1.29	1970-82
Norvège	1.15	1.22	0.37	4.67	0.60	1.14	0.86	0.93	0.78	0.61	0.85	0.93	0.85	..	1.39	..	1962-83
Portugal	0.94	0.89	0.05	1.18	1.25	1.47	0.97	1.16	1.00	0.98	1.20	1.07	..	1.55	1.89	-0.82	1960-86
Espagne	1.01	1.05	0.35	0.58	1.40	1.47	0.85	0.98	1.03	0.89	1.61	..	..	0.82	0.96	-0.08	1960-83
Suède	0.65	0.76	0.27	-1.86	0.61	3.27	0.35	1.13	0.96	0.81	2.00	0.96	1.35	1.34	1.44	-0.44	1970-83
Turquie	0.91	0.89	0.50	1.04	1.48	1.73	1.02	1.19	1.21	..	1.25	0.98	..	..	1.11	..	1960-83
Royaume-Uni	1.04	1.77	1.17	7.81	-1.00	0.92	-1.23	0.96	1.16	-0.12	0.55	2.32	1.95	..	0.61	..	1960-83
Moyenne	0.89	1.01	0.52	1.20	0.95	1.68	0.38	1.15	1.20	0.90	1.25	1.60	1.17	1.00	1.06	0.09	
Ecart type	0.20	0.30	0.50	2.63	0.57	0.56	0.67	0.38	0.46	0.54	0.41	1.21	0.38	0.38	0.42	0.73	

Information non disponible

de la faible croissance du dénominateur (le PIB) dans ce pays ; en fait, le taux de croissance en valeur absolue de la valeur ajoutée dans l'agriculture au Royaume-Uni est à peu près comparable à ce qu'il est dans les autres pays de la CEE. Les fortes élasticités enregistrées pour *les industries extractives* sont dues à l'exploitation du pétrole et du gaz de la Mer du Nord, tandis que celles observées pour *les services d'utilité publique* en Suède et en France peuvent refléter un transfert du pétrole à l'électricité et au gaz pour le chauffage domestique et les besoins industriels. En ce qui concerne *l'industrie manufacturière*, les élasticités les plus fortes sont observées pour le Japon, l'Espagne et la Turquie, ce qui n'est pas surprenant, les deux derniers pays ayant entamé la période avec une base industrielle modeste, tandis que les élasticités les plus faibles sont observées en Australie et au Royaume-Uni, l'élasticité négative constatée dans ce dernier pays correspondant à une baisse en valeur absolue de la valeur ajoutée réelle. Au Luxembourg, la croissance de la valeur ajoutée réelle dans *les services financiers et immobiliers* et dans *les services fournis aux entreprises* a été plus de six fois supérieure à celle du PIB. Ce phénomène est principalement dû à la croissance rapide du secteur bancaire – à partir d'une base initiale modeste.

Le tableau 5 rassemble les informations assez éparses disponibles sur la croissance de la valeur ajoutée des services au niveau des rubriques à 2 chiffres de la CITI. Le taux de croissance du *commerce de gros et de détail et de l'hôtellerie et de la restauration* est le plus faible en moyenne de toutes les activités de services ; cette situation est imputable à la faiblesse du taux de croissance de l'hôtellerie et de la restauration, le taux de croissance du secteur du commerce étant, pour sa part, à peu près le même que celui du PIB dans la plupart des pays. Ce résultat, qui est assez surprenant, est dû peut-être en partie aux erreurs d'évaluation : pour l'hôtellerie, plusieurs pays utilisent des indices simples de nuitées pour extrapoler la valeur ajoutée de l'année de base, méthode qui ne prend pas en compte les améliorations de la qualité des services offerts. L'élasticité moyenne de 1.25 qui est donnée dans le tableau 4 pour *les transports et communications* résulte, comme le montre le tableau 5, de taux de croissance inférieurs à la moyenne pour les transports et de taux de croissance très élevés pour les communications. Dans plusieurs pays, la valeur ajoutée réelle de ce dernier secteur – qui inclut les satellites et les matériels connexes de télécommunication – a progressé à un rythme plus de deux fois supérieur à celui de l'économie dans son ensemble.

Le tableau 4 montre que, dans la quasi-totalité des pays, la croissance de la valeur ajoutée réelle *des services financiers, des affaires immobilières et des services fournis aux entreprises* a été plus forte que celle de toute autre activité. Malheureusement, seuls quelques pays publient des estimations de la valeur ajoutée réelle de l'ensemble des activités de ce groupe selon la classification détaillée de la

CITI. Toutefois, les données disponibles figurant au tableau 5 suggèrent que la croissance de la valeur ajoutée réelle **des services financiers, des services immobiliers (autres que ceux relatifs à la propriété du logement) et des services fournis aux entreprises**, tels que les services juridiques, comptables, d'études et de traitement de l'information, a été particulièrement rapide. La valeur ajoutée réelle **des services fournis à la collectivité et des services sociaux et personnels** a également progressé à un rythme plus rapide dans la plupart des pays que l'économie dans son ensemble. Bien que les données soient, ici encore, peu nombreuses en ce qui concerne les six rubriques détaillées constituant cette catégorie d'activités, le tableau 5 montre que la croissance de la valeur ajoutée réelle de **l'enseignement et des services rendus aux particuliers et aux ménages** a été inférieure à celle du PIB, tandis que la valeur ajoutée réelle des quatre autres types d'activités a été supérieure à la moyenne.

III. PART DES ACTIVITÉS DE BIENS ET DE SERVICES DANS L'EMPLOI TOTAL

Les données détaillées relatives à l'emploi figurant dans la présente section et dans la suivante sont cohérentes avec les données relatives à la valeur ajoutée considérées ci-dessus. Elles concernent le travail en tant que facteur de production plutôt que le nombre de personnes titulaires d'un emploi : ainsi une personne qui travaille huit heures par jour dans une fabrique d'automobiles et quatre heures en tant qu'opérateur dans une salle de cinéma sera comptée ici comme une unité dans les industries manufacturières et une demi-unité dans les services récréatifs et culturels. Ces statistiques sont fournies par les pays Membres dans leurs réponses au questionnaire annuel sur les comptes nationaux normalisés.

Les tableaux 6 et 7 indiquent en moyenne, pour la période 1980-1984, la répartition de l'emploi par type d'activité. Le tableau 6 indique la ventilation de base entre biens et services. Pour les seize pays couverts, les branches productrices de biens représentent, en moyenne, 41 pour cent de l'emploi total contre 59 pour cent pour les services définis de la manière la plus large. Si l'on ne prend en compte que le secteur marchand, les biens et les services représentent toutefois une part de l'emploi pratiquement identique – 41 et 40 pour cent respectivement. De même que pour la valeur ajoutée, **les industries manufacturières** constituent la branche d'activité la plus importante, représentant près d'un quart de l'emploi total. **Le commerce, la restauration et l'hôtellerie** et **les services fournis par les Administrations** emploient chacun environ 17 pour cent de la population employée et représentent avec les industries manufacturières environ les deux tiers de l'emploi

Tableau 6. Part dans l'emploi total des activités correspondant aux rubriques à 1 chiffre de la CITI : moyenne 1980-1984

En pourcentage

	BIENS							SERVICES								
	Total	Biens transportables					Bâtiment travaux publics	Total	Services marchands					Services non marchands		
		Total	Agriculture, pêche, forêts	Industries extractives	Industries manu- facturières	Electricité, gaz et eau			Total	Commerce de gros, détail, hôtellerie etc	Transports et communi- cation	finanaen. affaires immo- bilieres, services fournis aux entreprises	Services collectifs, sociaux et personnels	Total	Administra- tions publiques	Organsmes privés à but non lucratif
Etats-Unis	30	25	4	1	19	1	5	70	53	23	4	11	15	17	17	..
Japon	47	37	12	*	24	1	10	53	44	18	5	4	17	9	7	2
Australie	35	28	6	1	19	2	7	65	60	20	8	9	23	5	5	..
Belgique	35	28	3	1	23	1	7	65	43	19	7	..	..	22	19	3
Danemark	36	29	8	*	20	1	7	64	33	13	7	8	5	31	30	1
Finlande	46	38	13	•	24	1	8	54	31	14	7	6	4	23	19	4
France	41	33	8	1	23	1	8	59	40	16	6	7	11	19	19	..
Allemagne	48	40	5	1	33	1	8	51	33	16	6	3	8	18	15	3
Islande	47	37	12	0	24	1	10	53	33	13	7	6	7	20	17	3
Italie	47	39	12	*	26	1	8	52	35	20	6	..	..	17	15	2
Luxembourg	42	32	5	..	26	..	10	58	45	..	7	5	..	13	11	2
Pays-Bas	35	27	6	•	20	1	8	66	49	18	7	8	16	17	16	1
Norvège	39	31	8	1	21	1	8	61	38	15	10	5	8	23	23	..
Portugal	54	44	23	..	20	..	10	45	33	12	4	2	15	12	9	3
Suède	35	28	5	•	22	1	7	65	32	14	7	5	6	33	32	1
Royaume-Uni	37	31	3	..	..	3	6	64	42	..	6	..	..	22	22	..
Moyenne	41	33	8	1	23	1	8	59	40	17	7	6	11	19	17	2
Ecart type	7	6	5	•	4	1	1	7	8	3	1	2	6	7	7	†

* Moins de 0.5.

Tableau 7. Part dans l'emploi total des activités de services (ventilation détaillée) : moyenne 1980-1984

En pourcentage

	Commerces de détail, hôtellerie, restauration	gros et de restauration	Transports, stockage et communications		Banques, assurances, affaires et services fournis aux entreprises		Immobilieres et services fournis aux entreprises	Services fournis à la collectivité, services sociaux et services personnels						
			Transports	Communications	Institutions financières	Assurances		Services sanitaires et assimilés	Services sociaux et services connexes fournis à la collectivité				Services récréatifs et services culturels annexes	Services fournis aux particuliers et aux ménages
									Total	Enseignement	Santé	Autres		
Etats-Unis	21	1	3	1	3	2	7	..	10	1	6	3	1	4
Australie	..	..	6	2	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Danemark	12	2	5	2	3	1	5	..	1	*	1	..	1	3
Finlande	12	3	5	2	3	..	3	1	1	*	1	..	1	2
France	13	3	4	2	2	1	4	*	7	..	..	..	1	2
Allemagne	13	3	4	2	2	1	..	..	..	..	..	..	..	..
Islande	11	2	6	1	3	1	2	..	1	..	..	..	1	5
Italie	16	3	5	1	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Luxembourg	..	..	5	1	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	16	2	5	2	2	1	4	..	7	..	..	..	1	..
Norvège	13	2	7	3	2	1	3	*	3	1	1	1	1	4
Portugal	9	2	3	1	1	•	1	..	..	..	..	..	..	..
Suède	12	2	5	2	1	1	4	1	2	1	1	..	1	2
Moyenne	13	2	5	2	2	1	4	..	6	1	3	..	1	3
Ecart type	3	1	2	1	1	1	2	..	4	*	3	..	0	1

* Moins de 0,5.

.. Information non disponible.

total. Viennent ensuite **les services rendus à la collectivité et les services sociaux et personnels**, suivis par **l'agriculture, l'exploitation forestière et la pêche, le bâtiment et les travaux publics, les transports et communications et les services financiers, les affaires immobilières et les services fournis aux entreprises. Les industries extractives et la production et la distribution de gaz, d'eau et d'électricité** représentent en moyenne seulement 1 pour cent environ de l'emploi total.

La part dans l'emploi total de la plupart des activités est sensiblement la même d'un pays à l'autre. Une exception est **l'agriculture**, dont la part dans l'emploi varie de 3 pour cent au Royaume-Uni et en Belgique à 23 pour cent au Portugal. La part **des Administrations** dans l'emploi total est également très différente selon les pays. Ces écarts sont dus en partie à l'importance différente des services de la défense nationale, selon les pays, mais la principale explication réside dans les différences d'importance relative des services publics et privés d'enseignement et de santé. Le tableau 6 montre que, dans les pays où la part des Administrations dans l'emploi total est faible, la part **des services fournis à la collectivité et des services sociaux et personnels** dans l'emploi tend à être élevée si l'on inclut les effectifs des services privés de santé et d'enseignement. Le Japon, l'Australie et le Portugal sont des exemples frappants de cette situation. Les chiffres du Danemark et de la Suède montrent toutefois que l'inverse est également vrai.

Le tableau 7, qui donne des informations les plus détaillées qui soient disponibles sur l'emploi dans les services marchands, comporte encore moins de données que le tableau correspondant relatif à la valeur ajoutée et ne permet d'énoncer que quelques conclusions d'ordre général. Dans tous les pays, **le commerce de gros et de détail** constitue de loin la source la plus importante d'emploi dans les services : **les transports et les affaires immobilières et les services rendus aux entreprises** viennent ensuite dans la plupart des pays. Il est intéressant de noter que plusieurs activités de services, qui sont généralement considérées comme des secteurs de croissance, soit en raison de fortes élasticités de la demande par rapport au revenu, soit du fait de leur relation avec la transmission et le traitement de l'information, occupent actuellement une place relativement modeste dans l'emploi total. Il s'agit **des communications, des institutions financières, de l'assurance, de l'hôtellerie et de la restauration et des services récréatifs et culturels** ; dans la plupart des pays, ces activités n'emploient chacune pas plus de 1 à 2 pour cent de la population employée.

Le tableau 8 indique la répartition de l'emploi entre les services « indépendants » et ceux qui sont ((directement liés à la production de biens». Conformément à ce qui apparaît au tableau 3, où la même ventilation est indiquée en ce qui concerne la valeur ajoutée, les services « indépendants » représentent en termes d'emploi une part légèrement inférieure à celle de services « liés à la production de biens »).

Tableau 8. Part moyenne des services marchands dans l'emploi total ventilée entre « services directement liés à la production de marchandises et « services indépendants))
En pourcentage

Activités de services	Services directement liés à la production de biens	Services indépendants	Total
Commerce de gros et de détail	13	0	13
Hôtellerie, restauration	1/2	1 1/2	2
Transports	2 1/2	2 1/2	5
Communications	1	1	2
Institutions financières	1	1	2
Assurances	1/2	1/2	1
Affaires immobilières et services rendus aux entreprises	2	2	4
Services sanitaires et services analogues	0	1	1
Services fournis à la collectivité et services sociaux	0	6	6
Services récréatifs et culturels	0	1	1
Services fournis aux particuliers et aux ménages	0	3	3
Total	20 1/2	19 1/2	40

Note : Cf. le tableau 3 pour une explication de la manière dont la ventilation entre services « indépendants » et « services directement liés à la production de marchandises » a été effectuée.

Toutefois, étant donné le caractère arbitraire de la ventilation opérée entre ces deux catégories de services au sein de certaines activités, il est sans doute plus prudent de considérer que l'emploi est réparti à peu près également entre l'une et l'autre de ces rubriques.

IV. LA CROISSANCE A LONG TERME DE L'EMPLOI DANS LES SERVICES

Les tableaux 9 et 10 indiquent la croissance de l'emploi dans diverses activités comparée à celle de l'emploi total. Les chiffres indiqués correspondent au pourcentage annuel de croissance de l'emploi dans une activité donnée qui est associé à une croissance de 1 pour cent de l'emploi total. Les taux de croissance normalisés correspondent à des moyennes pour les périodes mentionnées dans la colonne de droite du tableau 9. Les périodes couvertes vont de treize ans pour le Luxembourg à vingt-cinq ans pour la Finlande et l'Italie, la durée moyenne de la période couverte étant de dix-huit ans. Bien que les périodes en cause soient généralement plus courtes que celles pour lesquelles des données concernant la

Tableau 9. Taux de croissance annuels de l'emploi par activité comparé à la croissance de l'emploi total : biens et services

En pourcentage

	BIENS						Bâtimen travaux publics	Total	SERVICES					Services non marchands			Période couverte
	Total	Biens transportables							Total	Services marchands				Total	Administra- tions publiques	Organismes privés à but non lucratif	
		Agriculture, pêche, forêts	Industries extractives	Industries manufac- turières	Electricité gaz et eau	Commerce de gros, détail, hôtellerie etc.				Transports et communi- cation	Services financiers, affaires, immobi- lières, services fournis aux entreprises	Services collectifs sociaux et personnel					
Etats-Unis	0.79	0.76	0.74	1.24	0.74	1.05	0.98	1.11	1.19	1.14	0.92	1.57	1.16	..	0.91	..	1968-83
Japon	0.77	0.82	0.58	0.51	0.91	1.12	1.15	1.22	1.22	..	0.97	1.41	..	1.22	1.14	1.55	1970-84
Australie	..	..	0.77	1.11	0.70	..	0.83	..	..	..	..	1.35	..	..	..	..	1969-84
Belgique	0.71	0.71	0.62	0.54	0.72	1.05	0.69	1.25	1.23	1.05	..	..	..	1.30	1.42	0.78	1970-84
Danemark	0.68	0.67	0.50	0.62	0.77	1.09	0.69	1.32	1.03	0.83	1.00	1.88	0.96	1.92	2.30	0.34	1965-84
Finlande	0.70	0.68	0.35	1.22	1.20	1.70	0.83	1.43	1.26	1.27	1.17	2.51	1.55	1.69	2.57	0.64	1960-84
France	0.78	0.78	0.59	0.54	0.86	1.25	0.77	1.23	1.25	1.09	1.11	1.48	1.56	1.19	..	..	1970-84
Allemagne	0.77	0.74	0.40	0.43	0.87	1.44	0.92	1.38	1.23	1.09	1.02	..	..	1.76	1.98	1.15	1960-84
Islande	0.87	0.85	0.63	..	1.01	1.35	0.95	1.15	1.01	1.03	0.82	1.46	0.96	1.47	1.37	2.44	1970-84
Italie	0.69	0.57	0.37	..	..	..	0.88	1.56	1.53	1.45	1.51	..	..	1.63	1.82	0.96	1960-84
Luxembourg	0.77	0.72	0.51	..	0.78	..	1.00	1.26	1.20	..	1.03	..	..	1.20	1.18	1.35	1970-82
Pays-Bas	0.74	0.75	0.83	0.40	0.73	1.13	0.70	1.22	1.20	0.98	1.07	1.50	1.50	1.26	1.33	0.68	1969-84
Norvège	0.70	0.66	0.40	1.66	0.81	1.18	0.96	1.32	1.13	1.11	0.84	2.28	1.24	..	1.84	..	1962-84
Suède	0.74	0.75	0.60	0.65	0.78	1.11	0.70	1.22	1.01	0.93	1.06	1.30	0.94	1.52	1.60	0.67	1970-84
Royaume-Uni	0.74	0.71	0.82	..	..	0.80	0.95	1.22	1.22	..	0.94	..	..	..	1.21	..	1970.84
Moyenne	0.75	0.73	0.58	0.81	0.84	1.19	0.87	1.28	1.19	1.09	1.04	1.67	1.23	1.47	1.59	1.06	
Ecart type	0.05	0.07	0.16	0.42	0.14	0.23	0.14	0.12	0.13	0.17	0.17	0.41	0.27	0.25	0.49	0.61	

.. Information non disponible.

**Tableau 10. Taux de croissance annuels de l'emploi par activité comparés à l'emploi total :
détail des activités de services**

En pourcentage

	Commerce de gros et de détail hôtellerie et restauration		Transport	Logement et communications	Banques, assurances et services financiers	Industries, affaires immobilières et services fournis aux entreprises	Services fournis à la collectivité, services sociaux et services personnels							
	Commerce de gros et de détail	Hôtellerie, restauration	Transports	Communi-cations	Institutions financières	Assurances	Affaires immobilières et services fournis aux entreprises	services sanitaires et assimilés	Services sociaux et services connexes fournis à la collectivité				Services récréatifs et services culturels annexes	Services fournis aux particuliers et aux ménages
									Total	Enseignement	Santé	Autres		
Etats-Unis	1.14	1.17	0.85	1.12	1.45	1.15	1.79	..	1.46	1.08	1.77	..	1.36	0.77
Danemark	0.81	0.98	0.95	1.18	2.05	1.11	1.95	..	1.28	0.58	1.34	..	1.46	0.82
Finlande	1.19	1.83	1.09	1.47	2.42	..	2.57	1.64	2.28	2.40	2.26	..	2.34	1.27
France	1.04	1.12	1.03	1.19	1.16	1.18	1.37	1.49	1.51	..	..	..	0.80	1.05
Allemagne	1.04	1.41	0.90	1.33	2.16	1.82	..	..	..	..	..	..	..	..
Islande	1.00	1.23	0.84	0.78	1.47	0.90	1.71	..	1.40	..	..	..	1.26	0.84
Italie	1.43	1.55	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Luxembourg	..	..	0.99	1.22	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	0.97	1.06	1.00	1.32	..	..	1.59	..	1.71	..	..	..	1.70	1.32
Norvège	1.09	1.23	0.72	1.40	1.95	1.37	2.93	..	1.44	1.32	1.23	..	1.81	1.03
Suède	0.91	1.04	1.03	1.13	1.24	0.99	1.37	1.37	1.19	1.30	1.17	..	1.32	0.62
Moyenne	1.06	1.26	0.94	1.21	1.74	1.22	1.91	..	1.53	1.46	1.55	..	1.51	0.97
Ecart type	0.17	0.26	0.11	0.19	0.47	0.30	0.56	..	0.34	0.47	0.46	..	0.45	0.25

.. information non disponible Les périodes couvertes sont les mêmes que celles du tableau 9.

valeur ajoutée sont disponibles, elles sont néanmoins suffisamment longues pour refléter les tendances sous-jacentes de l'emploi.

La distinction de base entre activités productrices de biens et de services apparaît dans le tableau 9. Dans tous les pays, l'emploi dans les activités de service a progressé plus rapidement que l'emploi total, alors que l'emploi dans les activités productrices de biens a moins progressé que ce dernier. La moyenne des élasticités de l'emploi par secteur pour les quinze pays figurant au tableau 9 est respectivement de 1.27 et de 0.75 pour les activités de services et pour les branches productrices de biens, cette différence des taux relatifs de croissance étant remarquablement constante à la fois d'un pays à l'autre et entre les activités énumérées dans le tableau. Le secteur **électricité, gaz et eau** est pratiquement la seule activité productrice de biens dans laquelle l'emploi a progressé plus rapidement que dans l'économie dans son ensemble, tandis que **les institutions privées à but non lucratif** constituent pratiquement la seule activité de services qui ait connu une croissance de l'emploi plus faible que celle de l'emploi total.

Le tableau 10 fournit quelques informations éparses sur les élasticités de l'emploi par secteur dans les services marchands au niveau des rubriques à 2 chiffres de la CITI. Des valeurs inférieures à l'unité sont fréquentes dans deux activités ; **les transports** et **les services fournis aux particuliers et aux ménages**. Les élasticités les plus fortes sont enregistrées pour **les institutions financières, les services sanitaires, les services récréatifs et culturels** et surtout **les affaires immobilières et les services rendus aux entreprises**. Malheureusement, il est impossible au niveau des données disponibles de ventiler cette dernière catégorie entre les types de services assez différents qui y figurent, mais il semble probable que la croissance de l'emploi est concentrée essentiellement dans les services fournis aux entreprises.

V. LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL

Les statistiques ci-dessus relatives à la valeur ajoutée et à l'emploi peuvent être utilisées pour faire ressortir les écarts de productivité du travail existant entre les activités productrices de biens et les activités de services. Le tableau 11 rassemble les données sur **la part** de ces activités dans la valeur ajoutée réelle et l'emploi ainsi que celles concernant **le taux de croissance** de ces deux variables.

Les trois premières lignes du tableau donnent la part de chacune des activités dans la valeur ajoutée réelle et dans l'emploi total, ainsi que le ratio entre l'une et l'autre. Les parts dans la valeur ajoutée et l'emploi correspondent à des moyennes

Tableau 11. Productivité relative de la main-d'œuvre dans les activités productrices de biens et de services

En pourcentage

	BIENS							SERVICES								
	Biens transportables						Bâtiment travaux publics	Services marchands					Services non marchands			
	Total	Agriculture, forêts pêches	Industries extractives	Industries manufac- turières	Electricité gaz eau	Total		Commerce de gros, détail, hôtellerie etc	Transports et communi- cation	Services financiers, affaires immobilières, services fournis aux entreprises	Services collectifs sociaux et personnel	Total	Administra- tions publiques	Organismes privés à but non lucratif		
Pourcentage dans :																
La valeur ajoutée réelle	41	34	4	4	24	3	7	59	44	14	7	15	8	16	14	1
L'emploi	41	33	8	1	23	1	8	59	41	17	7	6	11	20	17	2
Ratio VA/emploi	1.0	1.0	0.5	4.0	1.0	3.0	0.9	1.0	1.1	0.8	1.0	2.5	0.7	0.8	0.8	0.5
Taux annuel de croissance relative de :																
La valeur ajoutée réelle	0.85	0.99	0.43	1.67	0.79	1.48	0.29	1.21	1.25	0.96	1.18	1.89	1.18	1.05	1.07	0.25
L'emploi	0.74	0.72	0.56	0.85	0.82	1.15	0.87	1.28	1.21	1.11	1.05	1.72	1.24	1.49	1.63	0.93
Ratio VA/emploi	1.1	1.4	0.8	2.0	1.0	1.3	0.3	0.9	1.0	0.9	1.1	1.1	1.0	0.7	0.7	0.3

Source : Les données relatives aux parts en pourcentage sont dérivées des tableaux 1 et 6.
Les données relatives aux taux de croissance sont dérivées des tableaux 4 et 9.

pour les quatorze pays qui figurent à la fois dans les tableaux 1 et 6. Les ratios supérieurs ou inférieurs à 1 signifient que la valeur ajoutée par personne employée de l'activité concernée est supérieure ou inférieure à la valeur ajoutée par personne employée dans l'ensemble de l'économie. Des ratios très supérieurs à l'unité sont observés pour les industries extractives, l'électricité, le gaz et l'eau, les services financiers et les affaires immobilières et les services fournis aux entreprises. Ceci s'explique par le fait qu'une fraction très importante de la valeur ajoutée de ces activités est imputable à des facteurs de production autres que le travail : richesse des gisements dans le cas des industries extractives, équipements en capital fixe pour la production d'électricité, et peut-être « capital humain » (sous forme de compétences particulières) dans le cas des services financiers et des services fournis aux entreprises. A l'inverse, des ratios inférieurs à l'unité indiquent que le travail constitue de loin la principale source de valeur ajoutée – comme c'est le cas dans les services fournis par les Administrations, le commerce, l'hôtellerie et la restauration et les services fournis à la collectivité et les services sociaux et personnels.

Les trois dernières lignes du tableau 11 donnent les taux de croissance annuels de la valeur ajoutée réelle et de l'emploi sous forme d'une moyenne pour les douze pays qui figurent à la fois dans les tableaux 4 et 9. Le ratio entre ces deux taux de croissance diffère sur deux points des statistiques utilisées plus couramment pour décrire l'évolution de la productivité du travail. En premier lieu, les deux taux de croissance ont été normalisés par référence à la croissance du total de la valeur ajoutée et de l'emploi ; en second lieu, il s'agit de ratios entre des taux de croissance normalisés et non des taux de croissance de ratios.

La productivité du travail a progressé légèrement plus vite dans les activités productrices de biens (ratio de 1.1) que dans l'ensemble de l'économie, tandis que celle des activités de services a été légèrement inférieure à la moyenne (ratio de 0.9). La croissance supérieure à la moyenne de la productivité du travail dans le secteur des biens est imputable au taux de croissance très élevé enregistré dans les industries extractives. La valeur ajoutée dégagée par cette branche d'activité revêt un caractère particulier en ce qu'elle provient de l'utilisation de ressources non renouvelables – comme, par exemple, le pétrole de la Mer du Nord. Si l'on fait abstraction de cette branche, la croissance de la productivité dans le secteur des biens se situe à peu près au niveau de la moyenne nationale. Le fait que la croissance de la Productivité dans le secteur des services est inférieure à la moyenne tient à la progression relativement faible enregistrée par les services non marchands fournis par les Administrations publiques. Comme on l'a noté ci-dessus, la croissance de la valeur ajoutée de ces derniers services est sans doute sous-estimée, compte tenu des difficultés d'évaluation ; si la valeur ajoutée des services des Administrations

publiques était mesurée de la même manière que celle des autres activités, la croissance de la productivité dans l'ensemble des services se situerait probablement aussi autour de la moyenne nationale.

RÉSUMÉ

Dans tous les pays pour lesquels des données sont disponibles, à l'exception de la Turquie, les « services » définis de manière large, c'est-à-dire y compris les activités des Administrations, représentent une part plus importante de la valeur ajoutée que les activités productrices de biens telles que l'agriculture, les industries extractives, les industries manufacturières, le bâtiment et les travaux publics et les services d'utilité publique. Toutefois, si l'on exclut les activités des Administrations, les autres services, c'est-à-dire les services « marchands » représentent à peu près la même part que la production de biens dans la valeur ajoutée totale et dans seize pays de l'OCDE sur vingt-deux, les producteurs de biens contribuent au moins autant à cette dernière que ceux de services marchands. Cette définition plus étroite des services, qui exclut les activités des Administrations publiques, correspond sans doute mieux à ce que représente dans l'esprit du public en général la notion de « secteur des services ».

Les services peuvent être utilement ventilés en deux catégories selon qu'ils sont ou non directement liés à la production de biens. Les services « directement liés à la production » sont ceux que les producteurs de biens se fournissaient à eux-mêmes au sein de leurs établissements dans le passé mais qui font de plus en plus l'objet de contrats auprès de prestataires spécialisés qui sont classés dans le secteur des services. Les données disponibles à l'OCDE ne sont pas suffisamment détaillées pour permettre de séparer de manière précise les services directement liés à la production de biens et les autres, qui sont appelés ici services « indépendants ». Toutefois, une ventilation approximative suggère que les services « directement liés » à la production représente 25 pour cent de la valeur ajoutée totale, pourcentage qui se compare à un chiffre de 20 pour cent pour les services « indépendants ».

A la lumière de ces observations, il convient de traiter avec quelque scepticisme l'affirmation selon laquelle les pays jusqu'à présent qualifiés d'industrialisés seraient devenus des « économies de services ». En premier lieu, la définition des services qui est utilisée pour justifier cette affirmation apparaît beaucoup trop large parce qu'elle inclut les activités des Administrations publiques qui sont qualitativement différentes des services fournis par le secteur privé. Plus important encore peut-être est

le fait que de nombreux services, tels que le transport de marchandises et le commerce, n'existent qu'en raison de la production de biens. Ainsi, la valeur ajoutée de la production de biens et des services directement liés à cette production représente plus des deux tiers du PIB.

Lorsque l'on évalue la croissance de la valeur ajoutée réelle dans les activités de services, il est important de garder à l'esprit le fait que les évaluations de prix et de volume concernant ces activités sont en général de moins bonne qualité que celles relatives au secteur producteur de biens. Le manque d'informations détaillées sur les consommations intermédiaires rend difficile l'établissement d'estimations fiables de la valeur ajoutée réelle par le recours à la méthode de la double déflation ; les variations de la qualité des services produits ne sont pas reflétées de manière adéquate par la plupart des indicateurs de production couramment utilisés ; pour les services dont la production est difficile à définir – notamment ceux fournis par les Administrations publiques – la croissance de la production en volume est habituellement considérée comme égale à celle du facteur travail, aucun effort n'étant accompli pour mesurer l'évolution de la productivité de la main-d'œuvre. Ces divers problèmes tendent à aboutir à une sous-évaluation de la valeur ajoutée réelle des activités de services ainsi que du PIB total dont elles constituent une part importante.

Parmi les activités de services dont la croissance en volume a été particulièrement forte au cours des vingt dernières années, on trouve **les communications, les services récréatifs et culturels, les institutions financières, les affaires immobilières en dehors du logement et les services rendus aux entreprises**. En revanche, des taux réels de croissance généralement inférieurs à celui du PIB ont été observés pour **les services fournis aux particuliers et aux ménages, les assurances et l'hôtellerie et la restauration**. Les taux de croissance **du commerce de détail et de gros et des transports** ont été pour l'essentiel en ligne avec ceux des industries productrices de biens.

Le secteur des services est la principale source d'emploi, puisqu'il représente 60 pour cent de l'emploi total dans les seize pays pour lesquels des données sont disponibles. Toutefois, l'emploi dans les services marchands est d'importance à peu près égale à l'emploi dans le secteur de la production de biens, environ la moitié de l'emploi dans les services marchands – soit 20 pour cent de l'emploi total – se situant par ailleurs dans les activités directement liées à la production de biens. Ainsi, la production de biens emploie directement ou indirectement environ 60 pour cent de la population employée dans la zone OCDE.

L'emploi dans la quasi-totalité des activités de services – aussi bien marchands que non marchands – a progressé plus rapidement que dans l'économie dans son ensemble, tandis que dans les activités productrices de biens, à l'exception des

services d'utilité publique, la croissance de l'emploi a été inférieure à la moyenne. Les services financiers, sanitaires et récréatifs et surtout les services fournis aux entreprises ont enregistré une croissance particulièrement rapide de l'emploi, bien que leur part dans l'emploi total demeure encore très faible dans la plupart des pays.

Les ratios relatifs à la part de la valeur ajoutée et de l'emploi fournissent une mesure de la productivité du travail dans une activité donnée par rapport à la productivité du travail global. Il existe des écarts importants à cet égard entre diverses activités selon l'importance relative des facteurs de production autres que le travail. Les industries extractives, les services d'utilité publique et les services financiers ont des ratios très élevés de valeur ajoutée par rapport à l'emploi, tandis que les ratios de la plupart des services sont proches de la moyenne nationale. Les écarts sont moins importants entre activités en ce qui concerne la croissance de la productivité relative du travail qui est mesurée ici par le ratio entre la croissance normalisée de la valeur ajoutée réelle et celle de l'emploi.

NOTE

1. La distinction entre services liés à la production de biens et services indépendants (*free-standing*) est similaire à la distinction marxiste entre, respectivement, services matériels et services immatériels. Il existe toutefois une différence importante entre ces deux formes de distinction en ce sens que les services matériels excluent les services financiers et la plupart des services fournis aux entreprises. Dans leur livre intitulé *The New Service Economy* (1983), Gershuny et Miles classent les services en services rendus aux producteurs et services rendus aux consommateurs. Cette distinction est également similaire à celle opérée dans la présente étude, sinon que les activités des Administrations sont incluses en totalité dans les services rendus aux producteurs.

BIBLIOGRAPHIE

- Fuchs, V.R. (1968), *The Service Economy*, National Bureau of Economic Research, New York.
- Gershuny, J.I. et I.D. Miles (1983), *The New Service Economy: The Transformation of Employment in Industrial Societies*, Frances Pinter, Londres.
- Green, M. (1985), «The development of market services in the European Community, the United States and Japan», *The European Economy* 25, pp. 69-96.
- Hill, T.P. (1975), *Mesures de prix et de volume pour les services non-marchands*, EUROSTAT, Luxembourg.
- Hill, T.P. (1977). «On goods and services»), *Review of Income and Wealth* 23, pp. 315-38.
- Key, T.S.T. (1985), «Services in the UK economy», *Bank of England Quarterly Bulletin* (septembre), pp. 404-14.
- Lewis, R. (1973), *The New Service Society*, Longman, Londres.
- Riddle, D.I. (1984). *Models of the International Service Economy*, document présenté au dixième Congrès annuel de l'Association Européenne des Entreprises Internationales à Rotterdam.
- Saint-Geours, J. (1981), « Perspectives d'emploi dans les services », *Futuribles* 10, pp. 54-62.
- Skolka, J.V. (1976). «The substitution of self-service activities for marketed services», *The Review of Income and Wealth* 22, pp. 297-304. ■
- Smith, A.D. (1972), *The Measurement and Interpretation of Service Output Changes*, National Economic Development Office, Londres.